



Réponse de COVAGE à la consultation publique

Projet de décision précisant les conditions d'accessibilité et d'ouverture des infrastructures et des réseaux éligibles à une aide du fonds d'aménagement numérique des territoires

17 novembre 2010



1. Préambule

Covage souscrit aux principes d'accessibilité et d'ouverture des infrastructures et des réseaux et aux conditions d'éligibilités tels qu'ils sont proposés par l'ARCEP pour la partie passive des réseaux.

En revanche nous estimons que le texte proposé par l'ARCEP sous-estime le rôle des équipements actifs dans l'aménagement numérique du territoire, et en restreint les possibilités d'éligibilité à une aide du fonds.

COVAGE, en tant qu'opérateur d'opérateurs engagé auprès des collectivités locales dans l'aménagement numérique du territoire propose à son catalogue aussi bien des offres actives que des offres passives. Nous avons pu constater qu'elles contribuent les unes comme les autres à l'aménagement du territoire et qu'elles garantissent ensemble une meilleure mutualisation des réseaux et une large ouverture à la concurrence.

Aujourd'hui COVAGE compte plus de clients finaux raccordés en fibre optique sur ses réseaux en mode activé qu'en mode passif. Ainsi 871 liens actifs sont commercialisés à ce jour contre 508 liens commercialisés en mode passifs.

Sur le marché final grand public deux exemples démontrent également la pertinence et l'ouverture du modèle activé :

- les réseaux hertziens de COVAGE raccordent 2 800 clients finaux au travers de 5 opérateurs de détail.
- Le réseau FTTH d'Angoulême exploité par COVAGE (1 000 prises) accueille en mode activé 5 opérateurs de détail.

Nous ne pouvons donc pas souscrire à une analyse du marché selon laquelle seule la concurrence par l'infrastructure permettrait aux opérateurs de proposer des offres innovantes. S'il nous paraît pertinent de rendre obligatoire l'ouverture des éléments passifs des réseaux éligibles au fonds, il nous paraît également indispensable d'en préciser les modalités d'ouverture et d'accessibilité des éléments actifs.

Une part importante de la couverture du territoire national est réalisée aujourd'hui grâce à l'action de collectivités à travers la mise en œuvre de technologies hertziennes en complément d'autres technologies. La mutualisation ne peut être efficace et ne se fera pas si elle est limitée au partage de points hauts. Exclure les équipements actifs du périmètre des équipements éligibles au fonds reviendrait à exclure a priori certaines technologies.

2. Analyse du projet de décision

2.1. Article 1 (définitions)

Covage souscrit aux définitions proposées par l'ARCEP d'une infrastructure ou un réseau de communications électroniques « accessible » d'une part et « ouvert » d'autre part.

L'ARCEP ayant précisé dans la section II de la consultation « Conditions d'accessibilité et d'ouverture » que le réseau de communications électronique est définie, aux termes du 2) de l'article L. 32 du CPCE :

« On entend par réseau de communications électroniques toute installation ou tout ensemble d'installations de transport ou de diffusion ainsi que, le cas échéant, les autres moyens assurant l'acheminement de communications électroniques, notamment ceux de commutation et de routage ».

Nous comprenons que si elle n'exclue pas les installations passives, la définition d'une infrastructure ou un réseau de communications électronique n'exclue pas non plus les équipements actifs du réseau.

Afin de garantir une ouverture et une accessibilité maximale dans les mêmes conditions que celle des collectivités telles que définies à l'article L. 1425-1 du CGCT, nous proposons d'intégrer le paragraphe suivant à l'article 1 :

"Est considéré comme une infrastructure ou un réseau de communication électroniques "ouverts" et "accessible", toute infrastructure ou tout réseau détenu par un opérateur n'intervenant que sur le marché de gros ou ayant a minima une comptabilité séparée".

2.2. Article 2 (champ d'application)

Pas de commentaire.

2.3. Article 3 (conditions d'accessibilité et d'ouverture des infrastructures)

Covage souscrit aux conditions proposées par l'ARCEP concernant les conditions d'accessibilité et d'ouverture des infrastructures.

2.4. Article 4 (conditions d'accessibilité et d'ouverture des réseaux)

Concernant les conditions d'accessibilité et d'ouverture des réseaux, Covage considère que le texte proposé par l'ARCEP devrait être complété.

La proposition de l'ARCEP ne traite que des conditions d'accessibilité et d'ouverture de réseaux passifs. S'il est nécessaire de rendre obligatoire l'ouverture à l'infrastructure (fourreaux, points hauts...) et aux éléments passifs du réseau (fibre optique), les éléments actifs constitutifs du réseau devront eux aussi être accessibles et ouverts pour être éligibles à une aide du fond d'aménagement numérique du territoire. Covage propose que, pour être éligible, les éléments actifs du réseau répondent aux mêmes critères que ceux applicables aux éléments passifs du réseau, à savoir :

- Permettre un accès effectif de bout en bout,
- permettre un accès effectif à plusieurs fournisseurs de services de communications électroniques,
- faire l'objet d'une offre d'accès non discriminatoire,
- garantir une utilisation partagée,
- respecter le principe d'égalité et de libre concurrence.

Cette précision permettra de rendre éligible des réseaux actifs tels qu'ils ont déjà pu être mis en œuvre par des collectivités locales dans le cadre de l'article L1425-1 du CGCT, en laissant aux collectivités et à leurs partenaires le choix des technologies les plus appropriées pour leurs projets.